

Monsieur le Président de Région, Messieurs les Recteurs, Mesdames et Messieurs en vos titres, grades et qualités, cher.es collègues proviseur.es, adjoint.es gestionnaires,

En préambule, un bref rappel de ce qu'est le Sgen-CFDT afin d'apporter à chacun.e d'entre vous un éclairage sur nos prises de position. Le Sgen-CFDT est un syndicat général, à la fois syndicat et fédération, car intercatégoriel. Au quotidien, nous élaborons nos positions et revendications en croisant les besoins, les contraintes et les aspirations de tous les acteurs de la communauté éducative, sans hiérarchie entre elles et eux.

Notre action, de la maternelle au BTS s'exerce dans le double lien avec l'État et avec les collectivités territoriales chacune à leur niveau, d'où les interpellations à suivre.

Nous souhaitons avoir des informations sur les évolutions des transports scolaires à la rentrée prochaine, compte-tenu des difficultés rencontrées à la rentrée 2022. Nous proposons notre volonté d'être partie prenante d'un dialogue constructif, c'est-à-dire état des lieux, bilans, construction d'indicateurs, perspectives sur d'une part la mise en œuvre de la loi 3DS et d'autre part la mise en œuvre de la charte de pilotage des EPLE et de ses déclinaisons opérationnelles : dialogue de gestion, convention tripartite. Enfin, nous disons notre inquiétude, dont on ne doute pas qu'elle soit partagée, Monsieur le Président, sur l'augmentation des coûts de l'énergie et de l'alimentation en particulier et sur l'inflation en général qui impacte les fournitures, les transports pour les sorties et voyages en particulier pour les lycées isolés en milieu rural, les contrats de maintenance... Nous souhaiterions enfin un véritable échange sur le bilan de l'investissement colossal de la Région dans le Lycée 4.0 qu'il s'agisse des usages pédagogiques, des compétences numériques des élèves, des coûts des bornes WiFi, etc.

Concernant l'actualité éducative, a fortiori en ce jour d'annonces présidentielles, nous affirmons avec force que cette réforme de la voie professionnelle n'est pas celle que nous appelons de nos vœux, que l'apprentissage ne peut pas être le modèle unique, encore moins uniformisant, pour accompagner chaque jeune de la voie pro sur la voie de sa réussite et de son émancipation, qu'une voie pro d'excellence ne peut se passer des humanités. Nous regrettons avec amertume et colère que des heures de travail de nos représentants comme des collègues de la centrale aient été jetées aux orties malgré la production de 200 propositions de consensus pour transformer le lycée professionnel. Je vous rejoins, Monsieur le Président, sur la nécessité d'anticiper les évolutions du monde du travail et leurs effets sur la formation initiale en LP. Cela étant, le message

envoyé par la fermeture de sites, malgré vos arguments, est comprise à rebours des intentions que vous dites porter. Nous attirons votre attention sur deux points en particulier, faute de temps pour développer davantage : d'une part, l'aménagement du territoire tant pour les communes concernées que pour les élèves dont la mobilité mérite un accompagnement particulier, d'autre part le transfert des formations ne garantit pas, ou en le disant de manière prospective, constructive, devra garantir la sécurisation des parcours des apprenants du CAP au BTS. C'est le sens des lycées des métiers, une réforme et une philosophie qui nous conviennent.

Côté voie générale et technologique, l'on constate à regret que de vieilles habitudes reprennent pied avec l'annonce dans la presse en mars dernier de la journée de révision avant les épreuves de spécialité. C'est oublier que les EPLE sont autonomes dans leur politique pédagogique, c'est mépriser l'intelligence collective dans les établissements où les équipes ont construit dès le début d'année scolaire voire avant des dispositifs, des méthodes et des organisations pour accompagner les élèves vers les épreuves de bac, c'est méconnaître qu'un moyen de redonner de l'attractivité à tous nos métiers ce serait de redonner du pouvoir d'agir sur son travail.

Gagnons maintenant les bureaux de l'intendance où nous retrouvons un chef d'établissement et son adjoint gestionnaire devant Opale. Les remontées sont catégoriques et unanimes : sa mise en place désastreuse place les adjoints gestionnaires et les comptables en burnout et impacte également charge et organisation du travail des personnels de direction désormais responsables pécuniairement et cela sans reconnaissance financière. On constate encore une fois que le calendrier politique prime sur les réalités de terrain et que les évolutions et améliorations sollicitées par les premières vagues ne sont pas mises en œuvre avant d'engager de nouveaux établissements dans le nouveau progiciel.

Enfin, nous ne pouvons pas ne pas évoquer le pacte, comme vous l'avez fait Monsieur le Recteur : d'un côté une revalorisation socle à la volumétrie globale certes impressionnante mais qui ne permet toujours pas de rattraper quasiment 30 ans de décrochage, de l'autre des missions pactes à proprement parler qui démontrent une méconnaissance des multiples réalités de terrain avec un double effet négatif : la création quasiment assurée d'inégalités d'accès aux missions du pacte d'une part, avec un risque particulier, comme toujours en matière de rémunération supplémentaire, sur les inégalités femmes/hommes, d'autre part, comme sur la voie pro, des annonces tardives qui vont mettre sous tension les équipes de direction en rognant sur le repos estival pour la préparation de rentrée.

Mesdames et Messieurs, merci de votre attention. Bon courage et bonne journée.